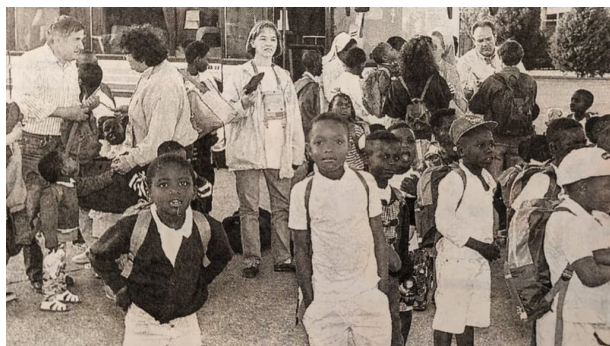


# Vol Châteauroux-Kigali : 1996, une quarantaine d'enfants rentraient au Rwanda après les massacres

Manuela Thonnell

La Nouvelle République, 30 juin 2024

**Pendant deux ans, des enfants rwandais ont été accueillis dans le Loiret, loin des massacres perpétrés dans leur pays. Le 8 juin 1996, ils sont repartis vers leur pays meurtri depuis l'aéroport de Châteauroux.**



La quarantaine d'enfants rwandais est arrivée à l'aéroport de Châteauroux-Déols en car depuis le Loiret où ils étaient réfugiés. © (Photo archives NR, Jérôme Thillet)

Peu après 21 h, le 8 juillet 1996, un Boeing 707 affrété par le ministère des Affaires étrangères décolle de l'aéroport de Châteauroux en direction de la capitale du Rwanda, Kigali. Un vol de nuit, une dizaine d'heures, pour

ramener dans leur pays quarante-six enfants rwandais, exfiltrés loin des massacres en avril 1994, il y a trente ans.

Le 6 avril 1994, l'avion du président Juvénal Habyarimana est abattu, début d'un génocide de trois mois contre la population Tutsi du pays. L'armée française fait évacuer les soixante-douze enfants Hutu et Tutsi de l'orphelinat de Masaka. Une trentaine de jeunes Rwandais de 16 à 25 ans les accompagnent. « *Nous étions dans le danger, [...] On nous a déjà dit qu'on [viendrait] chercher dimanche soir (le 10 avril), les enfants des Tutsis, qu'ils allaient tuer les petits* », raconte Sœur Edith Budynek, responsable de l'orphelinat, au journal de 20 h de TF1 du 2 juin 1994.

Les orphelins sont confiés au conseil général du Loiret et à l'association Loiret-Rwanda par le ministère des Affaires sociales. Ils arrivent le 25 mai 1994 au château du Rondon, à Olivet, où ils sont hébergés pendant deux ans.

Ce 8 juillet 1996 donc, seul 46 des 72 enfants ont pris le chemin du retour depuis Châteauroux. Les 26 enfants restés en France

requéraient des soins médicaux, étaient en cours d'adoption dans le cadre de procédure préexistante à la guerre ou avaient des proches dans l'Hexagone, indiquait à l'époque *La Nouvelle République*. Les jeunes adultes qui les accompagnaient ont fait une demande du statut de réfugié politique.